

## MARCHES PUBLICS

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 en date du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret N° 2018-1075 en date du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## OBJET :

***LOCATION DE DISPOSITIFS EMBARQUES DE  
MESURE D'ACTIVITE ET DE COMPORTEMENT  
ALIMENTAIRE DESTINES AUX VACHES LAITIÈRES  
CONDUITES EN BATIMENT ET AU PATURAGE***

CENTRE INRAE CLERMONT AUVERGNE RHONE-ALPES  
Site de Theix  
UMRH

### Administration contractante :

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET  
L'ENVIRONNEMENT - INRAE  
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique  
Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône Alpes  
F – 63 122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE

### Ordonnateur Secondaire :

Monsieur Le Directeur des Services d'Appui du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes

### Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Ag Comptable Secondaire du centre INRAE Clermont Auvergne-Rhône-Alpes  
Site INRAE Crouël  
5 chemin de Beaulieu  
63 000 CLERMONT – FERRAND

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 Objet**

L'objet du présent marché est la location de dispositifs embarqués de mesure d'activité et de comportement alimentaire destinés aux vaches laitières conduite au bâtiment et au pâturage pour une durée de trois ans.

### **1.2 Décomposition en lots**

Le présent marché n'est pas décomposé en lot.

### **1.3 Variantes Obligatoires**

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une variante obligatoire.

### **1.4 Tranches optionnelles**

Cette consultation ne fait pas l'objet de tranche optionnelle.

## **ARTICLE 2 : TYPE DE MARCHÉ ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **2.1 *Type de Marché***

Ce marché est un « marché Forfaitaire » relatif à la location de dispositifs embarqués de mesure d'activité et de comportement alimentaire destinés aux vaches laitières conduites en bâtiment et au pâturage.

### **2. 2 *Pièces constitutives du Marché***

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes, constituées du devis du titulaire (annexe 1) et des conditions de garanties (annexe 2), propre à chaque lot,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 07 janvier 2025
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 7 janvier 2025
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS), Issu du texte n°18 de l'arrêté du 30 mars 2021
- 5) Le mémoire technique détaillée du candidat

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

***Locations de dispositifs embarqués de mesure d'activité et de comportement alimentaire destinés aux vaches laitières conduite en bâtiment et au pâturage.***

- La fourniture sera livrée à INRAE, à l'adresse de l'unité de recherche énoncée à l'article 1 ci-dessus.
- Le délai de livraison est fixé à ***l'article 6 de l'acte d'engagement***. En tout état de cause, l'admission ne pourra être postérieure au **15 mars 2025**.

- La livraison sera effectuée aux heures et jours d'ouverture du lieu de livraison en présence d'un représentant de INRAE. Le titulaire du marché prendra contact avec l'unité afin de convenir d'un rendez-vous pour la livraison.
- INRAE pourra, à la demande du titulaire, apporter son concours aux opérations de déballage et de manutention des pièces lourdes et éventuellement fournira des engins de levage, le titulaire restant toutefois seul responsable de ces opérations.
- Le titulaire fournit avec chaque matériel, au plus tard à sa livraison et rédigés en français, les manuels d'entretien et d'exploitation du matériel, ainsi que le rapport d'installation dûment visé par le représentant de l'Administration, les conditions de service après-vente et maintenance du titulaire.
- Les matériels seront installés et mis en service par le titulaire dans les locaux du lieu de livraison en accord avec le représentant de INRAE, dans un délai de 15 jours maximum à compter de leur livraison.
- Les matériels sont munis d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type de l'appareil et son numéro de fabrication. Ils sont conformes aux normes européennes homologuées.

#### **ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE**

##### ***Marché Forfaitaire : Locations de dispositifs embarqués de mesure d'activité et de comportement alimentaire destinés aux vaches laitières conduites en bâtiment et au pâturage***

- Les opérations de vérification des matériels sont effectuées, au sein de l'unité de recherche concernée, par le représentant de INRAE en présence du titulaire.
- Si le premier essai sur les matériels n'est pas satisfaisant, un deuxième essai intervient dans les 15 jours suivant la mise en service des matériels remis en état.
- Si le deuxième essai sur les matériels n'est pas non plus satisfaisant, INRAE prononce le rejet total des matériels en cause.
- Le titulaire doit en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités de INRAE, sauf pour INRAE à décider la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.
- Si l'essai est concluant, un procès-verbal est établi contradictoirement et signé par les deux parties.
- INRAE notifie sa décision d'admission du matériel au titulaire, conformément à l'article 25 du CCAG/ FCS.

## **ARTICLE 5 : LE PRIX**

**5-1-** Les marchés sont traités à prix ferme et définitif.

**5-2-** Ce prix comprend l’emballage et le transport de la fourniture, l’installation, la mise en service du matériel et la formation à l’utilisation de l’appareil.

**5-3-** Les risques afférents au transport de la fourniture jusqu’au lieu de destination incombent au titulaire.

## **ARTICLE 6 : PENALITES**

### **6.1. Pénalités de retard**

#### *6.1.1 Pénalité de livraison*

Par dérogation à l’article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard de livraison à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d’exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :  $P = V * R / 500$  ; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d’application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l’ensemble des prestations si le retard d’exécution d’une partie rend l’ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

#### *6.1.2 Pénalité d’admission*

Dans l’hypothèse de rejet partiel ou total de la fourniture, par dérogation à l’article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/500 du montant global du marché, par jour de retard, suivant le cas jusqu’au jour de la mise en service du matériel en état ou remplacé, ou jusqu’au jour de la résiliation du marché.

#### *6.1.3 Pénalité de retard dans les interventions de SAV*

Par dérogation à l’article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard d’intervention SAV à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d’exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :  $P = V * R / 500$  ; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d’application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l’ensemble des prestations si le retard d’exécution d’une partie rend l’ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

## **6.2. Pénalités afférentes au travail dissimulé**

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

## **6.3. Plafond des pénalités**

Le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 30% du montant global des prestations commandées par INRAE.

### **ARTICLE 7 : AVANCE**

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT, et sauf refus du titulaire dûment indiqué à l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant TTC estimé au DQE sera versée au titulaire selon les dispositions de l'article 5 du décret n°2007-590 du 25/04/2007.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

### **ARTICLE 8 : PAIEMENT**

Le paiement sera effectué à la mise en service et à l'admission du matériel par l'unité utilisatrice.

### **ARTICLE 9 : FACTURATION - MANDATEMENT ET PAIEMENT**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRA que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRA bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement sous format papier au Service Budgétaire Financier et Comptable (SBFC) du centre INRA bénéficiaire de la prestation réalisée, en prenant en compte l'ensemble des données de facturation mentionnées lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par l'établissement avec l'adresse de facturation suivante :

INRA SBFC - 5 chemin de beaulieu - 63 000 CLERMONT–FERRAND

Il peut toutefois s'il le souhaite transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro. Il applique alors les stipulations mentionnées ci-avant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRA Auvergne Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint). Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

#### **ARTICLE 10 : GARANTIE DU MATERIEL**

Le titulaire du marché précisera les garanties du matériel, *à l'article 6 de l'acte d'engagement*.

A défaut de précision à l'article 6 de l'acte d'engagement, il sera fait application de l'article 28 du CCAG / FCS, avec une garantie contre tout vice de construction, fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières, d'une durée de 1 an à compter de la date d'admission par INRAE.

#### **ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCE**

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

### **ARTICLE 13 : LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent.

### **ARTICLE 14 : RESILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG / FCS.

### **ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE**

#### **15.1. Finalités et besoins d'utilisation des résultats issus de la réalisation du présent marché par INRAE :**

INRAE sera propriétaire de l'ensemble des résultats, de toute nature et sous toute forme, issus de la location et la mise en œuvre des dispositifs embarqués de mesure d'activité et de comportement alimentaire destinés aux vaches laitières conduite au bâtiment et au pâturage, comprenant notamment les données brutes collectées et de leurs interprétations obtenues grâce au matériel loué au titulaire. INRAE sera libre de les exploiter et de les publier sans condition.

En conséquence, le titulaire accorde au titre du présent article à INRAE, les droits nécessaires pour utiliser l'objet du marché, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du matériel loué d'INRAE comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats obtenus à l'aide du matériel loué consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels et bases de données ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

#### **15.3. Droits et obligations du titulaire :**

Le titulaire conserve la propriété du matériel loué.

A l'expiration de la prestation ou en cas de résiliation anticipée, le titulaire devra détruire toutes les copies éventuelles des documents et données collectées par l'acheteur (y compris les fichiers électroniques et copies de sauvegarde) ainsi que les informations confidentielles dont il aura pu avoir connaissance à l'occasion de la prestation.

## ***ARTICLE 16 : DEROGATIONS***

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé

CCAP Etabli à Theix, Le 7 janvier 2025